

Mbonimpa appelle à des sanctions sévères pour contraindre Bujumbura au dialogue

Voice of America, 24 octobre 2017 Pierre-Claver Mbonimpa reste debout pour défendre les droits de l'homme au Burundi Le défenseur burundais des droits de l'homme a, dans une interview à VOA Afrique, appelé à plus de sanctions pour ramener le régime de Bujumbura sur le droit chemin de la justice. Il souhaite que son pays intègre le Traité de Rome et la CPI.

Comment va le Burundi aujourd'hui ? Pierre-Claver Mbonimpa : "Actuellement, le Burundi vit dans des violences massives. Depuis le 26 avril 2015 jusqu'à aujourd'hui, il y a des gens qui continuent à être assassinés et d'autres occasionnant des disparitions forcées. Il y a beaucoup de prisonniers politiques dans notre pays. Beaucoup de gens vivent dans la peur. C'est pourquoi nous disons qu'il n'y a pas de changement au niveau du respect des droits de l'homme aujourd'hui. De plus, le Burundi s'est retiré du Traité de Rome et de la Cour pénale internationale. Pierre-Claver Mbonimpa : Je sais que le pouvoir de Bujumbura s'est retiré du statut de Rome et de la CPI. Nous considérons que c'est une défaillance parce qu'il ne les accuse de rien. Si tu acceptes la justice, tout le monde respecte la justice. Si le Burundi se retire de la Cour pénale internationale, l'impunité va continuer à gangrèner le pays comme auparavant. C'est pourquoi nous disons que c'est regrettable parce que la date butoir c'est le 27 octobre. Nous espérons que la CPI allait ouvrir des enquêtes mais nous attendons encore. Il ne reste que trois jours. Même si la CPI ne parvient pas à ouvrir des enquêtes proprement dites, elle s'est engagée. Il y a des enquêtes préliminaires. Et je pense que les crimes commis avant le 27 octobre pourront être poursuivis, même dans l'avenir. Est-ce que ce retrait pourra entamer cette procédure ? Pierre-Claver Mbonimpa : Nous étions encouragés par la déclaration de la CPI selon laquelle elle suivait de près ce qui se passait au Burundi. Nous espérons même aujourd'hui que la CPI va continuer à suivre ce qui se passe au Burundi. C'est pourquoi, on avait espoir. Plus tard, il y aura un pouvoir qui va se pencher sur les violations qui se commettent dans le pays. On pourra mettre en place des juridictions qui pourront poursuivre les auteurs, les autorités et les commanditaires. Nous, on ne pourra pas se décourager. On devra trouver des solutions. On ne pourra pas accepter que les crimes restent impunis au Burundi parce que c'est ce qui a causé des opérations de violences, tous les dix ans, à cause de l'impunité. C'est pourquoi nous sommes en train de nous battre afin qu'il y ait quand-même justice parce que les victimes en ont besoin. Moi-même, je suis victime, j'ai besoin de justice. Mais la décision est quand-même passée par le parlement burundais. Pierre-Claver Mbonimpa : Le parlement est là et est tout à fait d'accord. C'est pourquoi la CPI peut pas refuser que le Burundi se retire. Mais plus tard, il y aura d'autres pouvoirs qui vont remplacer l'actuel pouvoir. Je pense que le Burundi va retourner à la CPI, sûrement. Si moi par exemple, je devenais président de la République, la première chose que je devrais faire, c'est de remettre notre pays à la CPI parce qu'il faut toujours respecter la justice dans un pays où il n'y a pas de justice, sinon il y a toujours de violences. Vous parlez d'espoir quand on sait que la Cour constitutionnelle a autorisé un troisième mandat en violation de la Constitution et que la séparation des pouvoirs n'est pas respectée. Pierre-Claver Mbonimpa : Non, ce n'est pas vrai. La Cour constitutionnelle n'a pas jugé favorablement qu'il y a des juges qui ont fui le Burundi parce qu'ils avaient refusé d'accepter le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Les autres ont été terrorisés. Ils ont signé de force. Parmi les cinq juges, s'il y a un seul juge qui n'a pas signé à dire que le jugement est faussé. Et c'est ça qui est arrivé. Même aujourd'hui, si vous allez voir la décision, il y a un juge qui n'a pas signé. Alors en ce moment, c'est un jugement erroné. C'est pourquoi, la Cour constitutionnelle même est là, elle n'a pas accepté à l'unanimité le troisième mandat de Nkurunziza. Vous avez été victime de tentative d'assassinat. Vous avez même perdu votre fils et votre gendre. Quel impact cela a-t-il eu sur votre lutte pour les droits de l'homme au Burundi ? Pierre-Claver Mbonimpa : Oui, j'ai perdu mon fils et j'ai perdu mon gendre. Pour moi, mon gendre, j'ai eu par la grâce de Dieu. Mon gendre, je l'ai eu par la grâce de Dieu. Alors, c'est la prémonition. Moi-même je suis victime, j'allais mourir. Mais ça n'a pas été le cas. Il y a d'autres victimes, il y a d'autres familles qui ont perdu des membres. C'est pas moi seulement. L'impact sur mon travail ? Cela ne peut pas me décourager parce que je dois continuer à défendre les sans-voix, d'autres victimes qui n'ont pas de moyens de se défendre. C'est pourquoi je ne peux pas me décourager. Je dois continuer à défendre les droits de la personne humaine et surtout à dénoncer les crimes qui se commettent dans le pays. La justice est l'un des remèdes pour trouver des solutions à nos problèmes. Vous avez reçu le prix du Human Rights Watch le prix Alison Des Forges. Vous êtes accusés par votre gouvernement d'être à la solde de l'impérialisme américain. Pierre-Claver Mbonimpa : Chacun a le droit de se défendre. Je sais que les dirigeants du Burundi aujourd'hui ont même eu des problèmes dans le passé, auparavant, dans les années antérieures. Je sais que je les ai aidés, je les ai suivis quand ils étaient en difficulté. Alors aujourd'hui, même si je vis à l'étranger et comme vous le dites, j'ai eu le prix Alison Des Forges en 2016 et même maintenant, je viens de New York pour recevoir un autre prix, je ne pense pas que ces organisations, et même des gouvernements qui me discernent des prix soient bêtes. Ils voient et remarquent ce que je fais. Et je pense qu'ils ne peuvent donner un prix à celui qui a mal travaillé ou qui a tué ou à celui qui a commis des tortures. Travailler pour l'impérialisme !? C'est leur droit de le dire, mais ils ne sont pas des juges, il y a d'autres juges qui si réellement j'ai eu des prix convenablement. C'est pourquoi les mots qu'ils utilisent : impérialisme, colonialisme, terrorisme, ne peuvent pas me décourager du tout. Je dois garder toujours espoir comme le dit un livre qui a écrit : "Restez debout". Je dois rester debout, je dois rester vigilant jusqu'à ce que notre pays recouvre la paix et la sécurité. Vous parlez du livre Restez debout. Il semble que la contestation se soit essouffée au Burundi. Est-ce un appel que vous lancez à vos compatriotes ? Pierre-Claver Mbonimpa : Restez debout, c'est-à-dire restez vigilant pour la paix et la sécurité parce que si vous oubliez, ça veut dire que l'ennemi va continuer. Alors, dans Restez debout, je voulais interpeller la population : qu'elle reste vigilante, à défendre ses droits mais aussi, sans oublier, ses devoirs. Comme je défends aussi les droits des prisonniers, je dis souvent : la prison est un mal nécessaire et qu'un prisonnier a des droits comme des devoirs. Alors, si vous avez des droits, il faut en bénéficier et si vous avez des devoirs, vous devez vous en acquitter. Le dialogue au Burundi en est-on ? Faut-il le reprendre ? Pierre-Claver Mbonimpa : Le dialogue, je crois que c'est un remède pour notre pays parce que même ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui y sont passés par sa ve

nâ€™y a pas dâ€™autre chemin pour recouvrer la paix et la sécurité que de s asseoir ensemble et discuter de ces violences qui refuse le dialogue, veut alors le chemin de la violence. Nous, en tant que citoyen burundais, en tant que défenseur des droits de lâ€™homme, on ne pourra pas accepter les voies de la violence. Même ceux qui sont au pouvoir aujourdâ€™hui sont parvenus par le chemin du dialogue. Câ€™est pourquoi nous, nous privilégions toujours le dialogue. Mais quâ€™est-ce que cela signifie, en cas de force majeure, si le pouvoir de Bujumbura refuse réellement de dialoguer, on va continuer à faire des plaidoyers, à demander à la communauté internationale à nous aider avec des sanctions sévères et comme  sa,  sa se le chemin de le contraindre dâ€™accepter le dialogue. Mais si  sa  chose compl tement, je pense que  sa sera lâ€™ouverture dâ€™autres chemins violents. Et,  sa sera très malheureux parce que nous vu que les chemins des armes ne peuvent pas trouver des solutions surtout quâ€™il y a beaucoup de gens qui meurent gratuitement alors quâ€™ils ne sont mêmes pas de politiciens. Quand pensez-vous rentrer au Burundi mener votre combat ? Pierre-Claver Mbonimpa :   Jâ€™ai été évacué grâce à lâ€™intervention de la communauté internationale mais aussi avec lâ€™autorisation du gouvernement burundais. Jâ€™ai lâ€™autorisation signée en bonne et due forme par le procureur de Bujumbura m  autorisant dâ€™être évacué à Bruxelles pour des soins médicaux. Je continue à me faire soigner et, dâ€™après les promesses des médecins, je pourrai recouvrir ma voix à fin du mois dâ€™août 2018. Alors en ce moment-là , comme jâ€™ai été évacué avec lâ€™autorisation du gouvernement, je vais retourner dans la même voie. Et si le gouvernement vous tendez la main pour collaborer ? Pierre-Claver Mbonimpa :   Jâ€™ai toujours collaboré avec le gouvernement.  ta fait déjà plus de 16 ans que je travaille dans le domaine des droits de lâ€™homme. Dans un pays, le premier défenseur des droits de lâ€™homme, câ€™est le gouvernement. Nous, nous sommes là pour épauler le gouvernement. Raison pour laquelle, je ne peux pas refuser de collaborer avec le gouvernement même avec la communauté internationale. Mais collaborer dans quel sens ? Pas dans le sens du mal, mais collaborer dans le sens du respect des droits de lâ€™homme, dans le sens du développement du pays. Propos recueillis par Eddy Isango

 

 

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});